

« **Demain est annulé** »

Courte anthologie de la critique du travail telle qu'on a pu la rencontrer dans le mouvement contre la « loi travail »



Qu'on bosse ou pas, la loi travail on n'en veut pas

Publié le 3 avril 2016 sur PARIS-LUTTES.INFO (dont sauf mention du contraire sont tirés les textes de cette anthologie)

Nous voilà enfin plein dans la rue. Des années qu'on attendait, des années qu'on essayait. On en a vu passer des trucs auxquels s'opposer. De l'impunité policière organisée à l'État d'urgence permanent, du greenwashing hypocrite de la COP21 à la loi Macron en passant par les menaces d'expulsion de la ZAD de Notre-Dame des Landes, ça n'a pas manqué. On a arpenté les manifs de long en large, souvent trop seul.es ; et parfois même qu'on y était pas, fatigués ou assignés à résidence. Hé bien voilà, puisque nous sommes enfin nombreux.es, réveillés.es, au même endroit et au même moment, on ne va pas se priver de foutre un maximum de bordel.

Nous sommes contre le travail, entendant par là tous ces boulots pourris (avec ou sans CDI), où il s'agit toujours grosso modo, d'acheter, de produire ou de vendre des services et des objets inutiles, nuisibles, trop chers. Tout ça ne donne pas un sens à nos vies : ça les gâche. Être contre le travail ne nous empêche d'ailleurs pas de travailler. On bosse pour de l'argent quand il le faut, on tient des projets sans argent (journaux, cantines, lieux culturels, etc.) quand on le peut. Parfois même, certain.es trouvent un boulot payé qui leur convient. Ce n'est pas souvent mais on ne va pas se l'interdire !

On est contre le travail mais on défend quand même son code. Bizarre. C'est qu'on le connaît, nous aussi, le fameux « monde de l'entreprise ». Et qu'on sait bien ce que c'est de devoir « négocier », seul.e ou avec quelques collègues, avec son chef ou son patron. On a vécu les heures de trajet pour aller trimer, l'impossibilité de partir un peu plus tôt le jour où c'était important, la peur de faire grève au risque de se faire mal voir, la galère de se faire payer les heures sup' au tarif légal... Alors quand le gouvernement essaye de nous faire croire qu'en supprimant un maximum de règles les patrons vont être de bonne humeur et trouver de super arrangements « gagnants-gagnants » avec leurs salariés pour ensuite pouvoir embaucher plein de monde, ça nous fait bien rigoler. Personne n'y croit d'ailleurs, car il s'agit surtout de mettre au pas les salarié.es pour le principe : simplement parce que Valls, Hollande et El Khomri croient à la loi du plus fort. Parce que l'idée d'un monde où les plus faibles s'organisent pour se défendre n'est pas du tout la leur. En prétendant « s'adapter » aux « réalités » d'aujourd'hui, ils veulent nous faire croire qu'il n'y a plus rien d'autre à faire. Désolés messieurs-dames, nous ne nous adapterons pas. Puisque vous nous attaquez, on se défend. Et défendre nos droits dans le monde du travail ne nous empêchera pas d'attaquer le travail. De le détourner, de s'y débattre, de l'éviter, de le saboter. Et de tisser des liens de solidarité, dans le travail et contre lui.

Quelques dizaines de personnes de banlieue parisienne

Précaires, chômeuses, fonctionnaires, doctorantes... qui bossent au black, en CDI ou sans salaires

Loi el-Khomri : Pour un mouvement de lutte à la hauteur du scandale

Benoit Bohy-Bunel

13 avril 2016

Si les droits des travailleurs sont remis en cause, le mouvement de contestation sociale qui vient dénoncer cette remise en cause se voit confronté à un problème d'ordre théorique et stratégique.

Qu'est-ce à dire ? Des lois comme la loi El Khomri sont d'abord riches d'enseignement. Le système qui met en avant les finalités que sont la « croissance », la « productivité », la « compétitivité », s'il assure qu'une légalité permettant son fonctionnement n'exclut pas la négation des intérêts vitaux de la classe laborieuse (qui rend possible pourtant la création de la valeur, au sens strict), fait à cet instant un aveu explicite. D'une certaine manière, et de façon paradoxale, ce système s'auto-dénonce. De façon impudique, il proclame que ce qui est pour lui « vertueux » correspond, dans les faits, à une occultation des vécus qualitatifs concrets de ceux qui font « fonctionner » la machine, c'est-à-dire correspond à ce qui est scandaleux en soi.

Cet aveu est une aubaine : la classe qui détient le capital, et l'Etat qui défend ses intérêts, nous donnent le bâton pour qu'on les batte. Un cynisme aussi clair nous indique définitivement que le système n'a absolument rien de « sain » (fait que le mythe des « Trente glorieuses » tendait à nous faire oublier). Une démonstration aussi radicale d'un mépris institutionnalisé est un appel à l'insurrection.

Quel est le sens d'une « provocation » ? Celui qui provoque s'attend à une réaction proportionnée à l'ampleur de la provocation. La loi El Khomri sera une ultime provocation, qui appelle une réponse à la mesure du scandale. Dans ce contexte, on ne saurait la réduire à une énième réforme dont il s'agirait simplement d'exiger la « refonte », ou même « l'abolition ». Il y a là plutôt un saut qualitatif qui se joue. Le système de la valeur accumulée montre son vrai visage, et il faudrait savoir saisir cette occasion.

L'inconscient des agents d'entretien du système républicain est un vaste champ de ruines que nous pourrions explorer. Ici, des idéaux de jeunesse abandonnés, des renoncements, des abdications. A l'endroit où ils se trouvent, règne en maître une « double pensée » (Orwell) en laquelle il s'agit de formuler, sur un mode phatique, des prescriptions technocratiques désincarnées dont on a pleinement oublié la signification proprement « humaine ». Leur connexion sociale se résume à l'analyse quantitative de « courbes » ou de « graphiques », de « sondages » ou de « statistiques », qui n'a plus rien de tangible. Une parole émerge alors, au sein de ce marasme pathétique : la « vertu » de ce système, nous disent-ils, correspond à la nécessité de piétiner ceux qui permettent son fonctionnement. Et soudainement, ils nous délivrent, indirectement mais certainement, une amère vérité, que nous avons préféré ne plus voir : le système en question, pas une seule seconde, n'a pour finalité la prise en compte et la reconnaissance positive de ses membres laborieux.

Un individu qui reconnaît que sa « vertu » consiste en l'occultation-destruction des autres se dénonce lui-même : sa provocation appelle une réaction proportionnée. De même, un système qui rend possible des lois comme la loi El Khomri est un appel à sa radicale remise en cause, à sa radicale destruction. Inconsciemment, les agents d'entretien du système républicain, en proposant ou en soutenant des projets aussi scandaleusement négateurs de l'humain, savent qu'ils susciteront une réaction proportionnée : ils sont guidés malgré eux par une logique irréversible, qui est la logique de l'auto-dépassement du capitalisme, vers une société post-capitaliste.

Il faudrait donc que nous puissions nous situer à la mesure du scandale. Deux options sont à envisager dans ce mouvement de lutte contre la loi El Khomri : ou bien nous revendiquons exclusivement la suppression de la loi (et ainsi, si nous obtenons gain de cause sur ce terrain, nous pourrions retourner à nos activités « normales », nous pourrions continuer à survivre dans un système qui aura pourtant exhibé aussi fièrement son nihilisme intrinsèque) ; ou bien nous profitons de cette occasion pour promouvoir, de façon plus globale, la destruction radicale du système, et le passage à de nouvelles formes sociales et économiques.

Les deux options, bien sûr, ne s'excluent pas mutuellement. D'abord, dans un contexte qui n'est pas encore révolutionnaire, il faut bien sûr défendre les droits des travailleurs s'ils sont menacés, dans la mesure où, tant que le capitalisme n'a pas été détruit, il faut pourtant bien vivre, et ce dans les meilleures conditions possibles. Mais il devrait être possible aussi, et même nécessaire il me semble, de tenir ensemble les deux finalités : dans le temps où nous défendons les droits des salariés, dans le temps où nous tentons de réduire les inégalités au niveau de la distribution des marchandises et de la valeur,

dans le temps où nous souhaitons éviter que la politique politicienne produise des dégâts irrémédiables, nous pourrions préparer l'avènement d'une société en laquelle seraient abolis le travail, la propriété privée des moyens de production, la marchandise, la valeur, et l'Etat. La focalisation présente sur la loi El Khomri (qui n'est pas qu'un prétexte, mais plutôt un détonateur) ne se priverait pas d'un horizon révolutionnaire, et d'un projet post-capitaliste.

Etre à la « hauteur » de l'aveu scandaleux qui vient de nous être fait, être à la hauteur d'une provocation qui dévoile le système en son être amoral et nihiliste, ce pourrait donc bien être cela : défendre une lutte plus radicale, défendre une remise en cause fondamentale des règles du jeu économique et social, par-delà tout réajustement cosmétique inessentiel.

La loi El Khomri nous dévoile l'être du travail en régime capitaliste. Sachons retenir cette leçon. Quelle est cette leçon ? Le travail, d'abord, est en crise. La révolution micro-informatique a rendu de moins en moins indispensable le travail vivant. Le recours massif à l'automatisation de la production, permettant des gains concurrentiels, produit une inutilité relative d'un bon nombre de travailleurs. Mais précisément, cette inutilité n'est que relative : car, fondamentalement, le système capitaliste a besoin, en sous-main, du travail vivant exploité, pour que s'accumule, et même pour que se maintienne, la valeur, la force de travail étant la seule « marchandise » susceptible de créer plus de valeur qu'elle n'en coûte. Face à cette contradiction, le capitalisme se confronte à une radicale et irréversible dévalorisation de la valeur. Le travail, devenu inutile, se met à affirmer son irréductible nécessité. La traduction politique de cette tension inhérente au capitalisme n'est pas une ultime reconnaissance des travailleurs, mais bien plutôt leur précarisation irrémédiable, via une législation appropriée : car l'extraction de plus-value doit se faire plus « agressive », plus « efficace », dans la mesure où le système se confronte à la potentialité de son auto-destruction.

Autre enseignement : le travail ne vaut pas en tant qu'il produit des valeurs d'usage concrètes, susceptibles d'avoir une utilité sociale concrète et vertueuse, mais il ne vaut qu'en tant qu'il permet une « croissance » quantitativement et abstraitement appréhendée. Avec la loi El Khomri, c'est l'idée de « travail en général », de travail « tout court » qui émerge : peu importe votre activité, la manière dont vous vous reconnaissez en elle, et la manière dont elle sert le bien commun ; ce qui importe, c'est d'abord le fait qu'elle soit activité salariée productrice de valeur abstraite. Car la « croissance » qui inquiète tant les Politiques n'est elle-même qu'un enjeu désincarné, par-delà tout projet raisonnable ou authentiquement humain.

La loi El Khomri nous dévoile l'être de l'Etat républicain en régime capitaliste. Sachons retenir cette leçon. Quelle est cette leçon ? L'Etat n'est plus que le gestionnaire du capitalisme. Ses finalités (productivité, compétitivité) peuvent toutes être ramenées à la notion de profit (profit qui concerne une infime minorité de la population). La manière dont il définit sa gestion du tout social renvoie à une façon de privilégier systématiquement un ensemble d'intérêts privés négateurs du bien-être commun. La « double pensée » qu'il porte consiste à faire passer certains enjeux vagues et mal définis (croissance) pour des questions concernant quelque « intérêt général » abstrait et immédiatement séduisant. Mais tout universel abstrait, pourtant, recouvre un particulier concret à tendance totalitaire se faisant passer fallacieusement pour le tout là où il n'est qu'une partie non représentative de ce tout. Avec des lois comme la loi El Khomri, l'Etat républicain nous fait un aveu : pour lui, la liberté n'est jamais que la liberté d'entreprendre (ou de consommer) ; mais cette liberté est le contraire de la liberté politique au sens strict, qui est une liberté positive en actes et en paroles ; pour lui, l'égalité est une égalité quantitative qui concerne la sphère de la circulation des biens ; mais cette égalité repose sur le principe inégalitaire par excellence (l'exploitation). Prendre acte de cet aveu, c'est prendre acte d'un fait important : l'Etat qui affirme lui-même la nécessité de défendre les principes démocratiques est en train d'affirmer lui-même qu'il revendique sa propre abolition, dans la mesure où il défend le contraire de la démocratie. Telle est la conséquence de la « double pensée » en milieu démocratique : les « représentants » au pouvoir exigent eux-mêmes, certes inconsciemment, qu'on les renverse, et que l'on fasse cesser leur mascarade. S'ils étaient conséquents, et s'ils comprenaient réellement ce que signifie leur défense de la « démocratie », ils voudraient eux-mêmes ne plus gouverner, et reconnaîtraient la légitimité de tout mouvement de désobéissance civile. Sur ce point donc, écoutons-les, et soyons conformes à leur souhait inconscient : abattons leur système, puisqu'ils paraissent tant le désirer (quoiqu'ils ne le sachent pas eux-mêmes...).

Il serait absurde de vouloir sauver ce qu'on appelle « l'économie réelle » en s'attaquant à la loi El Khomri. Car ce qu'on appelle idéologiquement « économie réelle » en milieu capitaliste est en réalité le règne de l'abstraction, la négation de toute qualité et de tout projet conscient. L'« économie réelle », c'est le mouvement tautologique et autoréférentiel AMA' (Argent-Marchandise-Davantage d'argent). Le capitaliste achète des facteurs de production (AM), puis voit sa valeur de départ augmenter (A') dans la mesure où le travailleur a effectué un surtravail. Dans ce procès, c'est l'argent en tant qu'abstraction quantitative qui est au départ et à l'arrivée du mouvement. Ne compte que l'abstraction en tant qu'abstraction. Le fait que les produits du travail aient une certaine utilité sociale (ou inutilité) ne

compte absolument pas ; le fait que le travailleur se « reconnaisse » dans son travail, ou dans sa fonction sociale, ne compte absolument pas, car il n'est jamais qu'un agent de la valeur, une partie aliquote d'un tout numériquement défini. La croissance, donc, que promeut l'Etat gestionnaire du capitalisme, cette croissance qui concerne quelque « économie réelle » confusément appréhendée, n'est en réalité que la négation d'une dimension concrète et consciente (soit réelle) dans les sphères de la production et de la circulation. Si le mouvement qui s'oppose à la loi El Khomri ne remet pas en cause ces règles du jeu (l'argent pour l'argent, en l'absence de tout contrôle conscient des sphères économique et sociale), s'il ne s'agit que de rendre « plus vertueux » le système du salariat, ou de la valorisation des biens, nous n'aurons pas su nous situer à la hauteur du scandale et de l'aveu (auto-dénonciation) dont il est ici question.

Certains « penseurs officiels » du mouvement parisien ne sont pas à la hauteur du scandale. Lordon, en se focalisant trop souvent sur la dénonciation du système « pernicieux » de la finance, indique qu'il se satisferait très bien d'ajustements cosmétiques (donner plus de pouvoir à l'Etat, régulation des flux financiers, etc.). Mais la finance n'est jamais que la manifestation, en superficie, des folies provoquées par ladite « économie réelle » (AMA'). Déplorer les « ravages » de la finance sur un mode indigné est stérile et inefficace (et cela peut même donner lieu à un antisémitisme rance). La finance ne produit des ravages que parce que « l'économie réelle » est en elle-même folle et absurde (elle est un monde qui marche sur la tête, un système qui inverse la fin et les moyens). La finance ne produit ce qu'elle produit que parce qu'elle est dépendante d'une sphère productive en elle-même folle et absurde : système du travail abstrait, de la valeur, et de la marchandise. Donc si l'on déplore la folie financière (chose stratégiquement dangereuse), on est en train de dénoncer les catégories du travail, de la valeur, de l'argent, de la marchandise. Mais alors, autant s'en prendre immédiatement à la racine du problème, et commencer par déconstruire ces catégories naturalisées par les économistes « bourgeois » (chose que Lordon, toujours inconséquent, ne fait pas sérieusement).

Un mouvement de lutte radicale ne doit pas s'approprier les catégories établies par le système qu'elle combat pour simplement viser leur « purification ». Elle doit créer de nouveaux points de vue. Car c'est au sein de la logique de ces catégories que se situe le point critique : par exemple, la logique de la valeur comme fin en soi, inséparable de la catégorie du travail comme abstraction, produit une totale absence de contrôle de la part des gestionnaires de la production ; ceci est en soi une pourriture du système, et ce n'est pas en « modifiant » de l'intérieur de telles catégories que l'on pourra sortir du marasme que nous déplorons (ceci pose, par exemple, de façon très précise, un problème écologique de premier ordre : l'automouvement de la valeur, qui rend impossible toute limitation consciente de la production, nous engage vers une fuite en avant désastreuse écologiquement parlant). Les communistes « traditionnels », en s'engageant dans le mouvement, voudraient aujourd'hui faire passer leur petit message : il s'agirait de revendiquer une distribution plus « égalitaire » des catégories capitalistes (valeur, marchandise, argent, travail). Autant dire qu'il s'agirait d'embourgeoiser les prolétaires (mais alors, ils ne seront plus jamais susceptibles de lutter par la suite). En nous réappropriant de la sorte les catégories capitalistes, nous ferions vivre l'esprit capitaliste d'une façon dangereuse, soit cet esprit par lequel aucun contrôle humain dans la sphère économique n'est possible. Trop de « communistes » aujourd'hui font vivre l'esprit du capitalisme (Mélenchon, NPA, Friot, etc.). Etre à la hauteur du scandale et de l'aveu que constitue la loi El Khomri, ce serait donc critiquer radicalement les catégories de base du capitalisme, plutôt que de revendiquer leur « purification », dans la mesure où leur caractère fondamentalement destructeur et inconscient aurait été dévoilé.

Bernard Friot, de son côté, propose précisément un système de la valorisation et du salariat qui serait « purifié ». Il ne remet pas en cause le système de la valeur ou du salariat, mais tend au contraire à les magnifier. Par ailleurs, en maintenant une logique étatiste, dans son utopie naïve et irréalisable, il oublie que la logique de l'Etat, historiquement, est celle des Etats-nations. Il n'y a pas d'étatisation sans nationalisme. Et, par ailleurs, il n'y a pas de nationalisme en dehors du cadre du libre-échange. Les Etats-nations se sont constitués dans le cadre d'une économie de marché qui tendait à se mondialiser, dans laquelle les Etats, partenaires ou concurrents, devaient souscrire aux injonctions associées à l'accumulation de la valeur. Il est proprement impossible, dans cette mesure, de proposer une remise en cause des règles du jeu capitaliste dans un cadre étatique, c'est-à-dire dans un cadre nationaliste. C'est bien là l'écueil de tout « communisme réformiste », s'il est possible d'employer ce terme : en dernière instance, les règles du jeu productiviste sont admises, et l'on se contente de modifier superficiellement un système qui dès lors verra ses aberrations et ses folies, souterrainement, se consolider. Par ailleurs, Bernard Friot, en réhabilitant parfois une méritocratie inégalitaire rance (les plus diplômés seront les mieux rémunérés, dans le cadre de son concept de « salaire à vie »), ne retient pas même les leçons de Bourdieu, si bien que, même sur le terrain de l'égalitarisme, il ne tient pas vraiment la route. Ce ne peuvent être de tels individus, trop bien installés dans une institution qui ne voit pas en eux un bien grand danger, qui pourraient porter un discours alternatif à la mesure des enjeux soulevés par le mouvement de lutte sociale contre la loi El Khomri.

Nous ne saurions non plus revendiquer l'avènement d'un nouvel Etat Providence. L'Etat Providence promulgue des lois qui rendent plus vivable l'aliénation au travail, mais il accroît aussi la servitude attachée à l'esclavage moderne. Par ailleurs, l'Etat Providence aura tendance à purifier la logique de la valeur, soit à consolider le système économique par lequel nul contrôle humain conscient n'est possible. L'Etat Providence est bien souvent, certes paradoxalement, d'abord une aubaine pour les capitalistes (lesquels, inconsciemment, ont tendance à détruire leur propre système). Pire, l'Etat Providence, outre le fait qu'il ne peut jamais être durable, selon une mécanique cyclique inexorable, tend à retarder la crise, et à faire oublier les aberrations et les folies qui se développent souterrainement. Nous ne pouvons souhaiter un retour aux trente glorieuses : car les trente glorieuses, mécaniquement, ne peuvent pas empêcher la crise de 2007.

Des simples réformes politiques, formulées dans le langage de la politique (dans le langage du pouvoir séparé de la pensée et de la pensée séparée du pouvoir) ne sont absolument pas utiles. Ce genre de projet est même pernicieux, dans la mesure où il tend à réduire le point critique à de pseudo-enjeux de souveraineté citoyenne, là où le problème se situe davantage au niveau des rapports de production. Mélenchon, avec sa sixième République, sa nouvelle Constitution, est inepte, outre le fait qu'il développe un populisme rance, un communisme-capitaliste, et une nationalisme déguisé : en se focalisant sur la superstructure politique, il suppose que la politique politicienne serait le terrain sur lequel se situeraient les enjeux principaux de la lutte ; il oublie que le système auquel il appartient ne saurait jamais avoir le moindre « impact » sur la restructuration radicale des conditions économiques ; occultant complètement les bases de tout matérialisme historique, il produit un discours abstrait inefficace qui se dissout dans le bavardage spectaculaire en lequel on marchandise à bon prix diverses marchandises idéologiques indifférentes.

Etienne Chouard, dont la pauvreté intellectuelle n'est plus à prouver, en bon confusionniste rouge-brun, mélange populisme, nationalisme, et socialisme, dans un imbroglio incongru. Telle la poule épatée par un couteau, il a peut-être lu Arendt, et a redécouvert par ce biais les dites « vertus » de la polis athénienne. Ses idées, qui se comptent sur les doigts d'une main, font non seulement l'impasse sur le matérialisme historique, mais sont en plus totalement absconses : ne compte que l'acte d'apparaître pour manifester sa petite originalité. Pourquoi ne pas relire Arendt, qui formule beaucoup plus clairement ce genre d'idées (et sans l'arrière-fond fasciste) et pourquoi diffuser ce genre de conneries dangereuses, qui n'aident en rien la lutte à avancer ? Ces moments de contestation sont trop importants pour que nous continuions à donner la parole à de tels clowns dangereux. A ce dont se satisfait l'esprit, on peut mesurer l'ampleur de sa perte!

Faisons donc taire ceux qui voudraient être les « penseurs officiels » du mouvement qui est en train de naître. S'il s'agit d'un mouvement autonome, s'il s'agit de la création d'une brèche, d'une alternative radicale, nous ne devrions pas avoir besoin d'intellectuels spécialisés, ou médiatisés, qui appartiennent à l'ancien monde, et qui consolident un rapport de maître à disciple, de « fans » à « stars », de prolétaires symboliques à « people » (rapport spectaculaire par excellence, qui s'oppose à toute forme d'émancipation).

Je n'ai fait ici que parler en mon nom. Et, si je dis « nous », c'est que j'ai cru, en dialoguant avec certains camarades, qu'il pouvait y avoir des préoccupations communes. J'assume néanmoins mes propos en première personne, et considère que ce « nous » est plus une communauté que je souhaite qu'une réalité figée et définitive.

Personnellement, j'aimerais me situer à la hauteur du scandale et de l'aveu que dévoile la loi El Khomri. Cela signifie pour moi : m'insérer dans la lutte en revendiquant l'abolition du travail, de la valeur, de la marchandise, de l'argent, et de l'Etat, pour préparer une société où l'auto-organisation et la démocratie directe régneraient.

13 avril 2016.

Benoit Bohy-Bunel

(texte extrait de son blog : <http://benoitbohybunel.over-blog.com/>)

Nous sommes tou-te-s une raffinerie

Publié le 26 avril 2016 | Maj le 27 avril

Grève générale et grève humaine

On se souvient du mouvement des retraites, lorsque les dépôts d'essence et les raffineries étaient bloqués par leurs ouvriers : il ne manquait plus grand-chose pour que le blocage du pays soit effectif. Il ne manquait pas grand-chose pour que les autres travailleurs et travailleuses ne puissent plus se fournir en essence et aller au turbin. Peut-être aurions-nous alors fait ce que nous faisons aujourd'hui, en nous réunissant autour d'une place pour nous rencontrer, partager nos conditions d'existence et imaginer des moyens d'organisation et de lutte.

Aujourd'hui, on entend les mots de grève générale revenir comme l'étape d'après, et on espère sûrement que les raffineries seront réoccupées ou que les trains seront à l'arrêt. On pense à ces ouvriers du Havre qui ont promis de bloquer le port si la police se remettait à tabasser des lycéens et des lycéennes lors des prochaines manifs. En disant grève générale, on pense donc au mouvement ouvrier, à ce qu'il en reste en France, à celles et ceux qui continuent de faire marcher l'industrie et qui n'ont pas encore été victimes de plans sociaux ou de délocalisations. C'est important de garder à l'esprit la puissance de feu des ouvriers et des ouvrières dont nous sommes solidaires, mais elle ne peut pas suffire à renverser la vapeur.

Aujourd'hui, et encore plus à Paris, et peut-être encore plus sur cette place qu'ailleurs, ce sont surtout des étudiants et étudiantes, chômeurs et chômeuses, des travailleurs et travailleuses du tertiaire, des profs ou des intermittent.e.s qui sont réuni.e.s. Alors la question se pose et se repose : comment faire grève quand on est chômeur ? Quand on est prof vacataire ou artiste ? Quand on est pigiste, ou freelance, ou auto-entrepreneur, ou stagiaire ? Bref, comment faire grève quand on fait partie de cette génération pour qui le contrat de travail – quand il existe – n'a déjà plus rien de solide ni de prometteur ? Surtout qu'à la différence des ouvrier.e.s, les travailleurs et travailleuses précaires ne sont souvent pas du tout syndiqué.e.s, et se retrouvent isolé.e.s, mis.e.s en concurrence les uns et les unes contre les autres... La question serait donc : comment refuser que la division devienne une fatalité ?

Nombre d'activités précarisées du tertiaire fonctionnent sur la production des savoirs et de l'intelligence collective, par l'éducation ou la création, par l'art ou l'accueil, par les services ou les associations. Or à travers tous ces métiers où l'on donne souvent beaucoup de soi, de son temps et de sa vie, nous produisons aussi de la valeur et nous faisons tourner l'économie. Chaque minute durant laquelle nous engageons nos corps et notre temps dans une mission ou un job est une minute qui échappe à la lutte contre notre précarisation. Nous pouvons donc nuire à ce système : il suffit de bloquer, nous aussi, nos ports et nos raffineries et de réorienter notre intelligence collective.

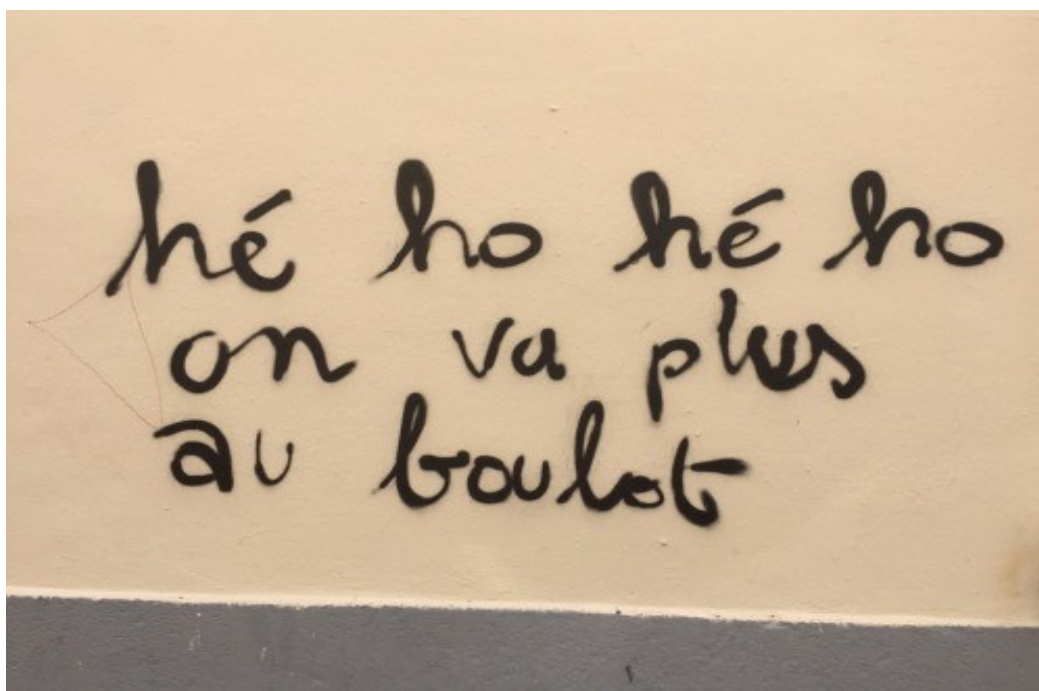
Pour participer à la grève générale, on peut fermer nos écoles, fermer nos théâtres, fermer nos journaux. Arrêter de s'esquinter à faire, sans voir le sens de ce qu'on fait, arrêter de faire semblant. On peut ralentir la machine et prendre du temps pour venir ici, pour aller en manif, pour rencontrer d'autres personnes avec qui on s'organisera. On peut photocopier des tracts ou des affiches au taf, on peut proposer à ses élèves, à ses patients ou à celles et ceux qui fréquentent son association de venir ici, de fabriquer des outils de lutte, de participer à des actions. On peut créer des images, coudre des protections, détourner nos outils de communication ou changer la fonction de nos lieux de travail. Et au final, il reste toujours notre immeuble, notre rue, notre wagon de métro pour coller, diffuser des idées, discuter, bloquer l'indifférence et l'ignorance envers ce

qui arrive sur cette place et dans les actions, les manifs sauvages, les grands rassemblements.

Le moindre décalage est une révolte. La grève générale est à la portée de toutes et de tous, selon ses moyens, selon sa vitesse. Il suffit de penser comment chacun et chacune peut participer à bloquer l'économie pour qu'une pierre de plus soit lancée contre cette loi Travail et qu'une pierre de plus soit posée dans la construction d'une société plus juste. La grève générale, ce ne sera jamais que la grève des habitudes. Nous vivons un moment où celles et ceux qui habitent Paris peuvent rencontrer celles et ceux qui vivent de l'autre côté du périph', un moment où les luttes de Sivens et de Notre-Dame-des-Landes font entrer en résonance précarité environnementale et précarité économique, un moment où les cadres de la normalité explosent. Nous traversons une période où l'on peut réinventer le mutualisme et le syndicalisme pour les adapter aux nouvelles conditions de travail, hors des usines et des contrats à durée indéterminée. C'est à nous d'imaginer les formes d'entraide qui ne prendraient pas seulement en compte les moments de travail, mais aussi ceux de non-travail, de vie quotidienne.

Pour qu'une grève générale advienne, il ne faudra pas seulement compter sur les autres, sur celles et ceux qu'on oublie ou qu'on rejette en dehors des mouvements : les prolos, les racisé.e.s, les pauvres, les réfugié.e.s, les expulsé.e.s, les emprisonné.e.s, les transformé.e.s, les inaudibles. Pour qu'une grève générale advienne, il faudra qu'elle parte de partout, dans tous les sens, sous toutes les formes et avec tout le monde. Enfin, pour qu'une grève générale triomphe, il nous suffira de refaire nôtre un mot d'ordre qui date des années 1960 et qui est peut-être la chose avec laquelle nous sommes toutes et tous ici d'accord : il n'y aura pas de retour à la normale.

Place de la Commune, Paris, Nuit Debout, 25 avril/54 mars.



Le travail ne fera pas sa loi

Publié le 12 avril 2016

Devoir trimer et en plus sourire

Si aujourd'hui pour la grande majorité d'entre nous travail ne rime pas avec usine et chaîne de montage, ce n'est pas pour autant qu'il est devenu une activité émancipatrice à laquelle on se rend gaiement. Les conditions de travail aliénantes n'ont pas disparu. Au contraire, elles se sont largement étendues aux métiers dit « de service » : passer des articles 8 heures d'affilée sur une caisse de supermarché, servir des assiettes brûlantes à des clients avec le sourire, assembler toutes ses soirées des plats préparés pour la livraison rapide, trier des papiers pour des grandes entreprises des journées entières dans des open-space de 100 personnes... Bref, le travail répétitif, abrutissant et mal payé a un bel avenir devant lui, toujours au bénéfice de la classe dominante. Le statut d'ouvriers des services se précarise toujours plus. Refuser de faire des heures sup' en CDD ou en Interim est vite synonyme de non-renouvellement de contrat. Alors, faire grève relève d'un petit exploit. Le léger sentiment de dignité qu'on y gagne est rapidement contrebalancé par le risque de perdre son taf.

Pour d'autres, le quotidien ressemble à de l'auto-exploitation permanente : conducteur VTC toujours disponible pour récupérer des clients, auto-entrepreneur pour vendre des journaux, travailleuse semi-bénévole dans une association... Ce faux choix est bien plus décidé sous la contrainte matérielle que derrière une quelconque « liberté de travailler quand je veux où je veux ». On assiste tout simplement au retour du travail à la tâche. Si on ne travaille pas toujours beaucoup, on n'est jamais vraiment au repos. La frontière entre le temps de travail et de non-travail se floute complètement, le tout pour des revenus souvent incertains et sans aucunes garanties sur l'avenir.

Ces boulots de service absurdes et cette idéologie de l'auto-entrepreneur qui gère et maîtrise sa vie ont en commun de ne plus seulement nous demander de travailler, de faire le job pour avoir de quoi survivre, mais exigent aussi de nous d'adhérer pleinement au projet de l'entreprise et de la société du travail. L'apparence, la motivation, le bon feeling dans la relation avec le client ou entre collègues deviennent aussi importants que le travail fourni en soi. Il faut être dynamique, présentable, sociable, et si possible plus que le collègue. L'évaluation est permanente et intégrée, que ce soit à travers les brimades des petits chefs ou les notes d'appréciation des sites internet et des réseaux sociaux. C'est parfois difficile de ne pas associer un échec professionnel au sentiment d'être trop faible, trop moche ou trop con pour cette société. C'est la mise en concurrence de tous contre tous pour quelques places qui n'ont d'ailleurs pas grand chose d'enviables. L'avenir du capitalisme ne sera radieux que pour une classe de privilégiés et d'exploiteurs. Pour nous, ce sont des conditions d'existences toujours plus précaires.

Place occupée, mais où sommes-nous ?

Alors, la loi travail n'est qu'une étape parmi d'autres dans ce processus. Mais, pour le moment, tout ne se passe pas comme prévu et c'est très enthousiasmant. Le contexte d'une forte mobilisation n'était pourtant pas favorable entre état d'urgence, appel à l'union nationale et gauche au pouvoir disposant de ses habituels relais pour maintenir un semblant de paix sociale. On pourrait même dire que c'est original un mouvement contre une réforme liée au travail avec le Parti Socialiste aux affaires. Nous, ça fait longtemps qu'on y croit pas mais au moins maintenant les choses sont claires pour tout le monde. Finie la croyance dans l'alternance qui devait enfin défendre les aspirations des travailleurs, chômeurs et précaires. Plus question d'esprit de responsabilité aux prochaines élections : la gauche au pouvoir depuis 35 ans n'a fait que poursuivre une

gestion capitaliste, raciste et autoritaire de l'Etat français.

L'autre chose, c'est que même si elles n'ont bien sûr pas disparues, ce mouvement arrive dans une période de décomposition des organisations politiques traditionnelles. Et ça fait du bien de se débarrasser un peu de la puissance des bureaucraties syndicales et politiques, de leurs manoeuvres pour tout encadrer et récupérer la contestation, de leurs chefs providentiels et de leurs services d'ordre qui n'hésitent pas à donner du coup de poing en manif si on ne suit pas leurs ordres.

L'enjeu est d'éviter que cette désagrégation ne débouche sur davantage d'isolement et d'individualisme dans les luttes. Les changements que nous pourrions obtenir ne viendront que d'un rapport de force avec le pouvoir. Ce qui ne découle pas de l'addition d'individus mais de notre capacité à s'organiser collectivement. Avoir des lieux publics, ouverts, où se réunir, se rencontrer, s'organiser et même s'embrouiller est l'une des premières nécessités d'un mouvement. Face aux fermetures administratives des universités et aux difficultés de tenir un lieu grand et accessible à Paris, l'occupation de la Place de la République apparaît de fait comme une réponse à cette nécessité. Evidemment hétéroclite, confuse et chaotique, il n'en demeure pas moins que cette initiative réunit des milliers de personnes chaque jour et tient en dépit des opérations de police (et de la pluie).

Espérons juste que cette occupation ne centralisera pas toutes les énergies et que d'autres initiatives participeront à la dynamique du mouvement. Espérons surtout que cette occupation ne s'enfermera pas dans une idéologie qui, en se prétendant en permanence citoyenne et démocrate, annihile de fait toute analyse de la conflictualité sociale et toute possibilité de s'organiser concrètement. Voter frénétiquement en AG toutes les propositions (le plus souvent sans réalisation effective derrière) ne garantit en rien l'implication du plus grand nombre et la transparence de la décision. Cela avalise bien davantage un rapport individuel et abstrait à la lutte : tu peux voter pour les cahiers de doléances à la sortie du métro, contre le déménagement de la cantine, t'abstenir sur le vandalisme sans jamais ni t'impliquer ni t'organiser collectivement. Le risque également de cette idéologie citoyenno-démocrate est une dépolitisation, une simplification à l'extrême et un déni de la conflictualité sociale derrière des slogans comme « les 99 % face au 1 % » ou « la police avec nous ». La police tue dans les quartiers, tabasse en manif, mutile à coup de flashballs. Ils sont et seront toujours du côté de l'Etat et des dominants. Alors, non, nous ne construirons rien avec eux. Pour nous, la lutte des classes n'a pas disparu avec le déclin de la société industrielle. Ce système capitaliste continue plus que jamais de profiter à une classe dominante qui ne cèdera que sous la pression d'un rapport de force et pas d'un bulletin de vote ni de 80000 smiley sur PériScope.

Alors, essayons de profiter du joyeux bordel pour être moins isolés, se retrouver dans une assemblée générale, une occupation d'un subway, un blocage d'un magasin H&M, un saccage de boîte d'interim, une manifestation sauvage... Et la liste est encore bien longue !

LES PATRONS ET LE GOUVERNEMENT NE COMPRENNENT QU'UN LANGAGE : GREVE, BLOCAGE, SABOTAGE !

Des exploité-e-s pas si atomisé-e-s

Dédicace à tous les chômeuses et chômeurs, précaires, rsastes, autoexploité-e-s, ouvriers et ouvrières de la société de services

Paris-banlieue avril 2016

Grève, blocage, sabotage... et stratégie

publié le 8 juin 2016

Retour sur notre soif de blocage lors du mouvement, quand la grève eut peine à démarrer.

Dans le mouvement plutôt atypique de ces derniers mois, il y a des salariés qui participent aux journées de mobilisation d'une part, et ceux qui ne savent pas trop où se mettre mais voudraient continuer une fois passées les manifestations. Pour ces quelques militants, différentes alternatives se sont composées, aboutissant à des résultats sensiblement semblables : comités d'action, assemblées de luttes, segments radicaux des Nuits debout se sont conjointement développés dans la tendance aux actions de blocage. Ces blocages ont pu être de natures différentes : blocage de lieux de production (port de Gennevilliers, blocage de Macdo...) ou blocage de flux (rails, périphériques...). Mais quelles qu'aient été les lieux où la nature du blocage (on parle ici uniquement des blocages organisés par des militants extérieurs, sont exclus les blocages dans le cadre d'un conflit de travail comme c'est le cas pour les routiers), ils semblent composer une stratégie obsolète à ce stade du mouvement, une stratégie qui n'est pas payante. Stratégie sur laquelle le mouvement aurait tout intérêt à prendre du recul, et à discuter. C'est sans mépris pour ceux qui font – et parmi lesquels nous nous trouvons – et en saluant les nombreuses initiatives qui ont lieu, ce qui est toujours mieux que rien, que nous rédigeons ce texte.

Pour commencer il faut bien constater que les seuls blocages qui ont fonctionné (à l'exception notable du très réussi blocage d'une plate-forme de distribution à Bordeaux, tenue avec le soutien des routiers, et sans doute d'autres blocages moins médiatisés, mais qui ne constituent pas une majorité) l'ont été à l'initiative des salariés concernés : Macdonald's lorsque les grévistes étaient présents, blocages des embauches à La Poste. Le blocage exogène (venant de l'extérieur, sans appui sur les salariés), lui, n'a jamais fonctionné : ni au port de Gennevilliers, ni dans les Macdonald's dont le personnel n'était pas gréviste, et on peut supposer que, sur ce modèle, il ne fonctionnera nulle part : pas plus dans les aéroports que dans les enseignes de distribution.

La grande crue bloque les flux... sans grévistes

Lorsque nous disons que ces blocages ne fonctionnent pas, c'est du point de vue du mouvement : évidemment, pour une heure ou deux, parfois plus, ils permettent de stopper la production. Le patron, le rentier, le capitaliste, perdent un petit chiffre. Mais ils ne fonctionnent pas du point de vue de la mobilisation. On peut toujours bloquer une route, même à quarante, et empêcher ainsi les travailleurs de se rendre dans leur boîte : l'effet n'est jamais celui d'une grève, initiée par les travailleurs, car ni la conscience ni l'organisation ni l'autonomie ni la lutte des salariés n'y sont. Il faut avoir l'objectif à l'esprit : l'objectif, c'est la lutte sociale et massifiée, la perte de chiffre d'affaire, un moyen. Que la grande crue arrive à Paris, et les flux comme la production seront bloqués : mais la révolution n'aura pas lieu, car la crue – le blocage – n'est pas une expression de la lutte des classes. Nous pouvons bien bloquer un Macdo, un port... : nous ne sommes la plupart du temps ni équipiers, ni dockers. L'effet n'y est pas. Du point de vue des salariés sur place, lorsque l'action n'est pas concertée, il n'y a au mieux pas d'effet du point de vue de la nécessité de s'investir dans la lutte ; au pire, le dégoût de voir des militants – parfois plus privilégiés – prétendre apprendre quelque chose, sauver quelque chose, d'un lieu où ils n'ont pas mis les pieds, auquel ils ne connaissent rien et où ils ne reviendront pas.

Maintenir un niveau de conflictualité... mais comment ?

Ces problèmes ne sont certes encore que des petits inconvénients incommodes d'un mouvement social ; l'enjeu, pensons-nous, étant de maintenir autant que cela est possible et par tous les moyens un niveau d'agitation et de conflictualité acceptable pour continuer la lutte. Mais il y a quelque chose de plus déterminant dans cette stratégie de blocage, à long terme : c'est qu'elle est un aveu de faiblesse. Au contraire des salariés qui participent aux journées de mobilisation, si nous ne savons pas « où nous mettre », c'est précisément que notre lieu de travail n'est pas en grève, notre boîte n'est pas occupée. Nous devons bloquer chez les autres, car nous n'occupons pas notre propre lieu de travail. C'est de manière générale un aveu de faiblesse – nous ne sommes pas capables –, c'est aussi une position de repli – nous ne pouvons pas ou ne voulons plus faire ce travail considérable et souvent pénible qui est de mobiliser ses propres collègues, son propre secteur. Il est vrai que les cadres syndicaux, les outils et la conjoncture ne sont pas favorables, et cette faiblesse n'est en aucun cas une faute personnelle. C'est un événement social ; mais les faits sont là.

Nous ne sommes pas en 68

Le mouvement actuel est atypique : il ne ressemble pas aux modèles que des fées pleines de bonnes intentions lui avaient proposé. Ce mouvement-ci n'est ni 1968, ni 2006, ni 2010 ; il ne pouvait pas l'être. Aussi pendant deux mois, chargé de ces bonnes intentions, le mouvement n'a pas cessé de commencer sans statuer sur son rythme, sa forme ; il ne prend finalement la forme qui semble devoir être la sienne au moment le moins opportun, lorsque tout pourrait sembler joué. Cette forme qui est bien celle du mouvement actuel, c'est celle de l'absence des fonctionnaires à l'exception de secteurs en lutte propre (hospitaliers, postiers, cheminots), de cortèges en conséquence moins fournis, mais dans lesquels la présence ouvrière est plus visible et la combativité beaucoup plus forte (comme la tolérance à la violence). De surcroît, le mouvement arrive dans une période de pénurie pour beaucoup de collègues : baisse des salaires, durcissement des conditions de management, augmentation des temps partiels et d'emplois peu sécurisants vis-à-vis du droit de grève, expliquent pour partie l'absence d'un certain type de salariés. Dans les boîtes, le contexte de mobilisation est donc très difficile ; la grève, épisodique. Vint le blocage.

Retour à la base

Avec le recul que nous donnent trois mois de mouvement, nous pouvons commencer à envisager de discuter cette stratégie. Elle semble ne mener nulle part et faire la démonstration d'une incapacité militante. Nous avons pourtant besoin d'agir : et pour que la critique que nous formulons fraternellement ne devienne pas une caution à l'attentisme, il faut envisager sous quelles autres modalités nous pouvons travailler. Il nous semble qu'elles sont de type syndical, un travail rébarbatif mais qu'il faudra bien mener : collages, rédaction et distribution de tracts, information partout. Également, sur le plus long terme, l'investissement dans des structures syndicales locales : quelques militants révolutionnaires peuvent susciter beaucoup de combativité dans leur boîte, leur secteur, en redressant la ligne des syndicats en présence. Les secteurs combatifs, victorieux, qui aujourd'hui sont présents en cortège avec le plus de détermination, sont de ceux qui ont éprouvé ce lent et pénible travail : cortège des salariés de la CGT Carrefour Market, lutte des femmes de chambre de l'hôtel Campanile, des personnels de nettoyages OMS...

En tant que révolutionnaires, ce « retour à la base » est inconditionnel. Mais tout en se posant comme nécessaire, il ne doit pas faire oublier qu'un mouvement se joue sur un double-plan : celui de la massification, et celui de son orientation. Le travail à la base assure la massification, et permet de conforter la combativité dans des secteurs où nous

pouvons formuler des perspectives et mots d'ordre révolutionnaires ; l'orientation, elle, s'appuie sur une vision globale du mouvement, pour laquelle il faut formuler tant des éléments de programme que des perspectives qui doivent s'avérer politiques. C'est ce gigantesque travail que nous avons encore devant nous, dans une période qui pourrait bien se trouver favorable : la grève reprend, les organisations ouvrières redécouvrent qu'elles ont la main sur le pays, la production, et que le soutien populaire est massif. La dynamique est bonne ; à nous de l'appuyer.

Par ailleurs, cette perspective, adressée à des camarades qui peuvent légitimement douter du principe d'organisation syndicale, "tort le bâton" dans le sens d'une politique syndicale. Mais il ne s'agit pas de se voiler la face : comme toute structure, les syndicats ne sont ni "bons" ni "mauvais", ils forment des organes nuancés sur lequel la lutte des classes doit s'appuyer de manière "utilitaire". Ainsi, le mode d'organisation syndical peut être à un certain moment un facteur de combativité, par les garanties matérielles qu'il propose (caisses de grève, etc.) et l'"unité de volonté" qu'il met en place sur la base de conditions matérielles vécues par les travailleurs. L'investissement à la base ne doit pour autant pas être la légitimation des appareils syndicaux, organes profondément et structurellement réformistes.

Signé : des communistes.
swaggcocos@gmail.com



La loi du Travail...#OnVautMieuxQueCa ? Vraiment ?

Publié sur <https://labyrinthes.wordpress.com/>

L'extinction de la social-démocratie

Derrière les décombres de l'engagement politique, sous l'accoutrement en loque du militantisme partisan, il n'est pas difficile d'observer le même type de crédulité, ridicule et bornée, que celle arborée par l'enthousiasme du religieux, le même type de ferveur passionnée que celle qui exalte le spectateur face à l'idole dont il est fan, ou à l'équipe dont il est supporter. Et si le banal citoyen honorant son sacro-saint devoir d'électeur dispose d'un penchant moins prononcé pour le grotesque, le sérieux avec lequel il renouvelle périodiquement ses espoirs quant aux possibilités que le désastre s'atténue, voire que la situation s'améliore suite à l'élection de nouveaux chefs, laisse transparaître une forme de candeur pathétique de nature analogue, à peu près aussi étonnante que celle du militant encarté.

Lorsque l'on s'intéresse plus particulièrement au militant·e ou à l'électeur·trice de « gauche », se pose aujourd'hui sérieusement la question de savoir comment il serait possible qu'un tel entêtement puisse encore perdurer. Le prolongement de la réforme des retraites imposée sous Sarkozy par le gouvernement « socialiste » et le « pacte de responsabilité » laissait présumer de la teneur du quinquennat Hollande, et le libéralisme débridé de la loi Macron vint confirmer que le « cap » pris par la « social-démocratie » depuis longtemps déjà s'affirmerait désormais sans retenue. Pareil affranchissement, incarné par la figure bicéphale Valls-Macron, s'effectua certes d'une façon relativement brutale, mais à n'en pas douter, l'incroyable force de résilience de l'électorat de gauche y aurait survécu. Il n'est malheureusement pas farfelue d'affirmer qu'il aurait aussi surmonté la violence du « tournant sécuritaire » opéré lors de la loi sur le renseignement, qui, bien qu'elle fut la manifestation sans équivoque d'une continuité décomplexée avec le sécuritarisme de l'ère Sarkozy – à vrai dire largement radicalisé –, pu être adoptée sans véritables remous grâce à l'exploitation maîtrisée des peurs et traumatismes engendrés par les tueries « Charlie hebdo ». Les mesures prises suite aux attentats qui suivirent, d'une ampleur et d'une radicalité véritablement inédites pour un pays « démocratique » subissant de telles « attaques » furent probablement l'occasion pour un certain nombre d'électrices et d'électeurs de gauche, lorsque l'émotion cessa de gouverner tout discours et toutes pensées, d'une certaine perplexité. La posture, le discours, la réaction martiale du Président en quête de stature n'était pas seulement le décalque évident de celle adoptée par G.W. Bush suite aux attentats du 11 septembre 2001. L'instauration d'un état d'urgence de trois mois, dont on annonçait d'emblée la probable prolongation, et surtout le « symbole » de la déchéance de la nationalité, commencèrent à faire sérieusement tiquer une partie du « peuple de gauche », tant la dissonance cognitive devint difficile à résoudre. Comment parvenir à faire tenir ensemble « politique de gauche » et État policier, « progressisme » et ralliement avec une proposition de longue date du Front National ? L'électorat PS était une énième fois confronté à un fait troublant : la seule critique que parvient encore à émettre la droite envers cette gauche de gouvernement se réduit à affirmer que ce qui est fait « va dans la bonne direction » mais « n'est pas suffisant », « ne va pas assez loin »... Alors même qu'indubitablement, le gouvernement socialiste n'a pas cessé, depuis sa nomination, d'aller plus loin que les gouvernements de droite auxquels il succédait...

Le point de rupture n'était probablement pas atteint pour autant, et l'on peut supposer, malgré l'absurdité manifeste de la chose, que nombre d'électrices et d'électeurs disposent d'une souplesse d'esprit leur permettant de voter pour un parti adoptant des

mesures d'extrême droite... afin de faire barrage à un parti d'extrême droite.

L'amorce d'une mobilisation contre la loi Travail de la ministre El Khomri semble prendre les traits d'un tel point de rupture. La pétition réclamant son retrait ayant franchi le million de signature en quelques jours, et les appels à manifester initiés sur les réseaux sociaux prenant de cours la téméraire docilité des syndicats, paraissent annoncer la possibilité d'un mouvement social dont la résolution est pourtant traditionnellement réservée aux frondes suscitées par des gouvernements officiellement de droite. L'adoption de la doctrine néolibérale par le parti socialiste, affirmant sans ciller que la « bataille contre le chômage » exige de travailler toujours plus, de gagner toujours moins, de faciliter les licenciements, et finalement, de renoncer progressivement à l'ensemble des droits protégeant les salariés, dispose en effet d'un certain potentiel à désillusionner un grand nombre de celles et ceux qui jusque-là, voulaient encore y croire.. Pourtant, le discours farceur qui consiste à présenter le démantèlement du code du travail tel un accroissement de la « liberté » des travailleurs-euses – celle de s'accorder avec leurs employeurs pour travailler le dimanche, de faire plus d'heures supplémentaires qui soient moins majorées, etc. – est un discours qui, à force d'être répété, avait su pénétrer l'opinion. En janvier, un sondage affirmait ainsi que 85 % des gens jugeaient le Code du travail actuel trop complexe, 76 % illisible, et 63 % qu'il constituait un frein à l'emploi... La question de savoir s'ils avaient effectivement essayé d'y jeter un œil un jour ne fut apparemment pas posée. Fin Février, un sondage Opinion Way pour le MEDEF et CroissancePlus publiait des résultats similaires, alors même que l'opposition au projet s'ébauchait avec une certaine dynamique : 65 % des sondés estiment alors qu'assouplir les réglementations des entreprises serait favorable à la création d'emplois, et 54 % s'accordent à dire que faciliter les licenciements économiques diminuerait le chômage... Au même moment, un autre sondage, réalisé par Elabe et publié par BFMTV, révélait que 70% des Français considèrent le pré-projet de loi de Myriam El Khomri comme une menace pour les droits des salariés. Démonstration patente de l'insignifiance des sondages, ou de l'inconstance et incohérence de « l'opinion publique » ? Peut-être pas... Peut-être même qu'il faille y voir l'expression d'une réelle lucidité, consistant à reconnaître que nous parviendrions probablement au plein emploi si nous nous alignions sur le modèle chinois, ou si nous rétablissions l'esclavage.

Ce qui, en tout cas, semble avoir atteint la conscience de la foule embryonnaire qui décide de se mobiliser contre la loi travail – en ligne, avec la pétition au million de signatures, ou dans la rue, avec les centaines de milliers de manifestants du 9 mars –, c'est l'officialisation du décès de la social- démocratie en tant qu'orientation politique des « partis de gouvernement ». Désormais, la sournoise traîtrise des timidités de l'idéologie social-démocrate renvoi aux courants « d'extrême gauche ». Jamais le mot réformisme n'avait été à ce point synonyme de libéralisme.

Commentaires sur le mouvement qui s'amorce

Aussi « légitime » que soit cette « mobilisation » suscitée par la spectaculaire arrogance du parti socialiste, la mise en scène et la dynamique qu'un grand nombre « d'acteurs » de la « scène » politico- médiatique et syndicale tentent d'ores et déjà de lui donner appelle quelques commentaires dont l'évidence pourrait laisser espérer que les énergies déployées au sein du mouvement en formation ne soient pas entièrement gaspillées par les « victoires » syndicales ridicules du statu-quo ou pire encore, d'une réforme « re-négociée ».

1. Toute élection constitue une fraude électorale. Qu'un gouvernement ait le « courage politique » de contrevenir radicalement aux promesses prononcées lors de sa campagne ne devrait plus surprendre. Non pas seulement parce que l'histoire du

parlementarisme et de la représentation politique en général est l'histoire de ces promesses non tenues, des revirements de situation et des trahisons politiques – non pas tant parce que cela est habituel, quoique prenant parfois des proportions inattendues, mais parce que cela est institutionnel : la politique spectacle et l'arbitraire gouvernemental est ce qui est institué, légitimé et promu par l'électoratisme et la « représentation politique ».

2. La Loi Travail dite El Khomri n'est pas à proprement parler une trahison, mais la suite logique de la loi du travail en régime capitaliste : elle signe et manifeste la conviction des classes dominantes selon laquelle le rapport de force leur est actuellement favorable. Renforcer l'exploitation des salariés en vue de renforcer les entreprises, d'augmenter la croissance et la compétitivité, soit, en d'autres termes, de raffermir et d'accroître la puissance du fric, du business – du capital... –, s'inscrit dans la dynamique naturelle de l'économie marchande et du travail subordonné. Qu'un gouvernement de gauche s'affranchisse du masque derrière lequel il tentait auparavant de déguiser ces régressions, qu'il prétendait pouvoir compenser par de nouveaux droits pour les travailleurs, marque un changement de rythme, non de direction. Défendre le Code du Travail, comme ensemble de droits visant à réguler l'avidité et le cynisme des employeurs dans le cadre du « lien de subordination permanent » constitué par le contrat de travail, devrait nous rappeler que pareils droits représentent des compromis qui, quelque-soit les améliorations que nous pouvons en tirer au quotidien, ne sont que des pis-aller toujours précaires modérant une situation d'exploitation, de subordination – de domination – que nous devons viser à abolir, si nous ne voulons pas qu'elle croisse.

3. De fait, le retrait d'une réforme qui dégrade les conditions d'exploitation du travail ne peut être considéré comme une victoire uniquement pour les syndicats et leurs représentant·e·s qui, à l'occasion des mobilisations réclamant le maintien de la situation actuelle, disposent d'une certaine publicité, et d'un tremplin à leurs carrières. Si le fait de devoir repousser ou de ralentir l'évolution du degré de subordination de chacun vis-à-vis de l'économie est en quelque-sortes un échec pour un gouvernement et les organisations patronales qu'il représente (encore que cela prépare malgré tout la suite), il n'y a là pas plus de victoire pour les salarié·e·s qu'il n'y en a pour les « citoyen·e·s » lorsqu'ils parviennent à « faire barrage au front national ». À minima, une bataille victorieuse des travailleurs·euses (et étudiant·e·s, et chômeurs·euses...) lors d'un mouvement social implique une augmentation de leurs droits. Mais chaque bataille devrait être l'occasion de se souvenir que nous ne gagnerons la guerre qu'ils nous font que lorsque nous organiserons nous même, collectivement, le travail et l'économie en général. Lorsque nous organiserons collectivement nos moyens de vivre. Lorsque nos vies ne seront plus subordonnées à l'accroissement de richesse et de pouvoir de quelques-uns.

4. Une « mobilisation de la jeunesse », un « mouvement étudiants et lycéen », voilà l'enclosure idéale pour un mouvement social qui logiquement devrait avant tout être le mouvement de celles et ceux qui sont le plus directement humilié·e·s par la loi du travail. Non pas les futur·e·s diplômé·e·s des universités, mais celles et ceux qui triment d'ores et déjà, sous le régime actuel du code du travail, et celles et ceux que le marché du travail exclu en attendant de pouvoir en faire de simili-esclaves (par le travail en prison, le conditionnement du RSA à un travail obligatoire, des contrats « uberisés », etc.). Le narcissisme collectif avec lequel jouent les représentant·e·s syndicaux du milieu étudiant lorsqu'ils font clamer que « le gouvernement est foutu, la jeunesse est dans la rue » n'est pas seulement empreint d'une puérilité d'autant plus pathétique que le slogan est usé. Il vise aussi à s'accaparer le mouvement, à en faire « sa » mobilisation, et par là, prend le risque de démobiliser, de marginaliser ou d'invisibiliser celles et ceux qui ne font pas partie de cette jeunesse plus ou moins privilégiée. Les médias et politiques ne s'y trompent pas, et sauront en jouer, eux aussi. Déjà, on laisse entendre que si les futurs diplômé·e·s s'opposent à cette

réforme, c'est en négligeant l'intérêt des salarié·e·s les plus précaires ou exploité·e·s, c'est au nom d'un certain égoïsme, qui ne se soucie pas véritablement du chômage auquel sont condamné·e·s les plus pauvres, les non-diplomé·e·s... Le fait est si habituel que le mot de « jeunesse » évoque et invoque, dans ce contexte, non pas n'importe quel jeune, mais celui-ci qui, issue de classes plus ou moins moyennes, craint d'être déclassée. Devra-t-on s'étonner si, de nouveau, les ouvriers et ouvrières, les salarié·e·s en tout genre, les plus directement concerné·e·s par la réforme, se contentent finalement d'être spectatrices et spectateurs d'une lutte qui devrait être aussi la leur, et si, à un moment donné, les jeunes refoulé·e·s de « la jeunesse » n'intègrent les cortèges étudiants qu'en vue de quelques rackets ?

5. Lorsqu'un mouvement social réclame avec détermination le retrait d'un projet de loi, il obtient éventuellement sa re-négociation, probablement son report. Lorsqu'il commence à réclamer de nouveaux droits, à contre-courant de la réforme, il a quelque chance d'obtenir son retrait. Lorsqu'un mouvement social s'accompagne une critique radicale du travail, de l'économie, des dominations et inégalités instituées, lorsque finalement il prend l'allure d'un mouvement qui dépasse la posture revendicative, qu'il sort du jeu du « dialogue social » entre « partenaires sociaux », pour devenir l'expression d'un ras-le-bol exprimant une conscience suffisamment claire de l'arnaque continue que représentent les rapports sociaux existant, il a quelque chance d'obtenir de nouveaux droits, et se donne la possibilité de grossir les rangs d'une dissidence qui fasse véritablement sens, qui soit à la hauteur de la situation, et renverse, un moment au moins, le rapport de force. Début mars, prônant le « dialogue et le respect », François Hollande formule ses craintes : « Rien ne serait pire que l'immobilisme ou de tout mettre en cause ». L'immobilisme : voilà la victoire recherchée par les syndicats étudiants ; tout mettre en cause : voilà ce que peut un mouvement qui ne se laisse pas kidnapper par les tactiques et tacticien·e·s syndicaux. Au même moment, Myriam El Khomri lançait à son propre camp une formule que nous devrions pouvoir reprendre à notre compte : « **il faut frapper vite et fort, y compris en bousculant** ».

#OnVautMieuxQueCa ? Que valons-nous exactement ? Lorsqu'à l'occasion de pareilles réformes, s'affichent sans complexe les ambitions patronales et gouvernementales, il est rassurant de pouvoir constater que nous soyons encore un certain nombre à discerner l'envergure du mépris, de l'insulte et de la provocation auxquels nous avons à faire face. Mais le slogan-hashtag reste terriblement creux si nous restons incapables de donner un contenu sérieux à ce « mieux » que nous estimons valoir. Les larmes que versent médias, patrons et partis de droite suite aux « reculs » de Manuel Valls sauront-elles nous convaincre à peu de frais, que nous avons pris la direction vers la forme et le degré d'exploitation que nous estimons mériter ?



Le travail est à la vie ce que le pétrole est à la mer

Souvent. Trop souvent. On apprend à abandonner. Parce qu'il faut pas rêver. Parce que c'est comme ça. Parce que c'est mieux que rien. Parce qu'on a trop l'habitude de se faire avoir.

Juste un temps, que la routine quotidienne soit bousculée. Et que ce temps dure, putain. Et que la routine, l'ennui, la honte des poches vides, la sale gueule du travail, nous rappellent juste le temps d'avant.

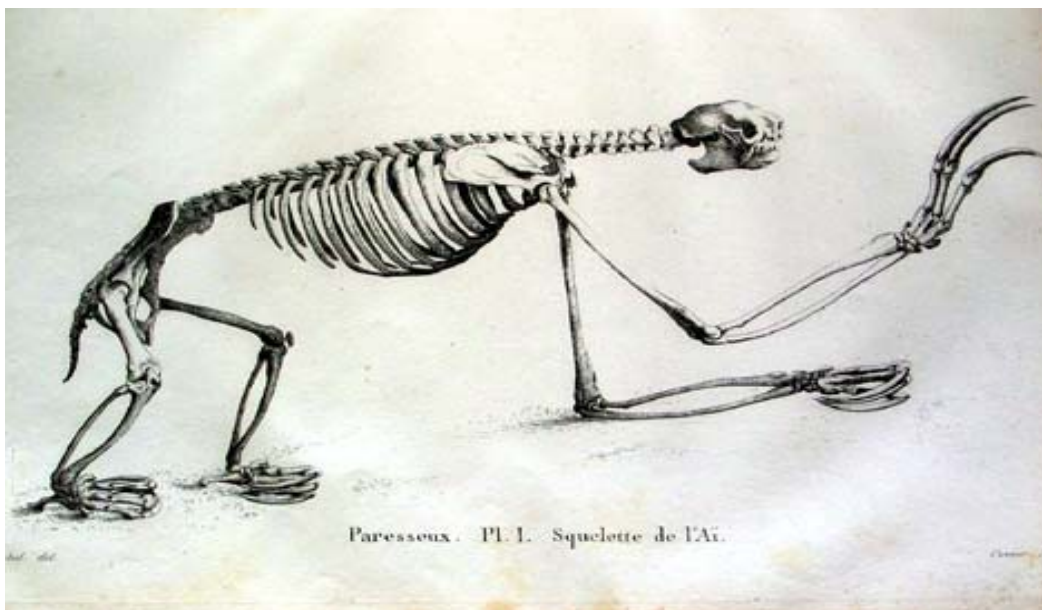
On se balade entre sourire carnassier de gouvernant et professionnel de la politique, rendez-vous syndicaux et matraque de l'État. On attend encore, on espère peut être. Face à un truc qui ne sait dire son nom. Personne ne sait comment démarrer. Les centres ouvriers désertés, masse de chômeurs, ou de bosseur, la débrouille nous a dispersé.

Il n'y a pas si longtemps, l'avenir faisait rêver. On disait, en l'an 2000, il y aura ceci, et tout ça, tout ça. Et encore mieux. Et puis l'an 2000 est arrivé. D'un ennui, mortel. L'État et les capitalistes nous ont appris à ne plus espérer. La restructuration de la forme de la production, les concurrences mondiales renforcées, les guerres qu'ils se mènent entre eux. tutti quanti. Plus personne ne peut espérer une quelconque amélioration, encore moins espérer un monde meilleur. Et le business n'en tourne que mieux.

On va continuer, encore longtemps, sûrement, à se casser les dents, à critiquer seulement le gouvernement, au jeu du politique, à chercher à se représenter, à croire au petit jeu du leadership dissimulé ou pas, des politiciens en herbe ou aguerris.

C'est des moments, aussi, pour réapprendre à se parler, à ne plus réfléchir tout seul, à découvrir ce que l'on veut faire. À se battre aussi. Et à se remettre, surtout, à rigoler. Et trouver, à abattre, leur ennui, leur morale, leur fric et leurs usines, leur force et nos peurs, leur classe et tout ce qui la maintient.

COMITÉ ACTION °REVOLUTION



PRINTEMPS SANS SOLEIL (Tentative de bilan en cours de route)

Ce texte se veut une contribution à l'auto-compréhension du mouvement social actuel ; il n'aspire pas pour autant à la neutralité ni à faire l'unanimité, c'est une tentative de bilan critique et engagée qui se propose de mettre en relief surtout la spécificité et les limites de ce mouvement. Face à ces dernières, nous n'avons pas de solution-miracle à mettre en avant, mais nous pensons qu'elle doivent être d'abord nommées et discutées pour que d'autres voies soient tout simplement pensables, d'autant plus que le risque d'un enterrement du mouvement à court terme n'est pas négligeable. Le mouvement social des derniers mois marque sur plusieurs points une rupture avec le passé : c'est un de ses aspects les plus positifs ; malgré ou peut-être à cause de cela, il est malheureusement plus facile de dire ce qu'il se laisse derrière que de voir vers quoi il pourrait se diriger.

Recommençons du début, c'est-à-dire du projet de loi El-Khomri. Pour le gouvernement l'enjeu était à la fois de se remettre au pas des autres pays européens en matière de compétitivité, et de montrer dans de brefs délais son volontarisme auprès d'un MEDEF irrité par une posture qu'il estime immobiliste. Du point de vue du gouvernement, il aurait néanmoins fallu trouver une entente entre grand capital, petit capital et leurs salariés respectifs via leurs organisations syndicales, mais dans ce jeu à trois il est impossible de satisfaire tout le monde. Le MEDEF (le grand capital) demandait essentiellement plus de flexibilité, les oligopoles devant faire face à un durcissement de la concurrence au niveau mondial ; El-Khomri & Co. veulent les satisfaire, mais au détriment des intérêts des PME, qui embauchent et licencient proportionnellement plus que les grands groupes, et qui en plus se voient reporter sur leur dos les coûts du vague côté « social » de la flexisécurité (la surtaxation des CDD dans la deuxième version du texte négociée avec la CFDT). Il en ressort un projet de loi fait à l'arrache, se débattant dans des contradictions insolubles que seulement une longue négociation pourrait modérer. Il serait donc excessif de dire que l'usage du 49.3 symbolise un virage totalitaire d'un gouvernement décidé à s'imposer ou que la mobilisation a déjà en partie réussie car elle a obtenu des amendements : le projet de loi El-Khomri n'était pas fait pour aboutir tel quel.

Quant au mouvement contre la loi El-Khomri, il se présente tout d'abord comme étant moins massif par rapport à ceux de 1995 et de 2010, et non seulement en raison de l'absence des fonctionnaires, majoritairement non concernés par le projet de loi. En ce qui concerne les grandes manifs, la participation fut moins importante qu'en 2010, mais souvent celles-ci furent plus combatives et aussi plus prolétariennes. De l'autre côté, les luttes réelles qui se menaient et se mènent encore dans les entreprises privées ou publiques se caractérisent pour leur ancrage fortement sectoriel, et le mouvement général contre la Loi-Travail en ressort très marqué (en 2010 c'était déjà le cas, mais de manière moins visible à cause l'enjeu des retraites). Pas question de condamner le « corporatisme » de quiconque, mais il faut être lucides et dire les choses telles qu'elles sont : le mouvement contre la Loi-Travail en tant que mouvement de grève, est majoritairement le fait de fractions de salariés s'opposant aux conséquences de la Loi-Travail dans leur branche, ou – en ce qui concerne les plus précaires – utilisant le mouvement comme caisse de résonance pour leurs revendications spécifiques au sein de l'établissement ou de l'entreprise. Il est de bon ton de dire qu'« on ne lutte pas que pour sa pomme », pourtant c'est bien ce qui se passe dans la plupart des conflits de travail qui alimentent la mobilisation, et dans les conditions présentes le moindre qu'on puisse dire, c'est que c'est normal. Évidemment le gouvernement et les patrons jouent, eux aussi, sur la segmentation pour limiter l'ampleur de la mobilisation : revalorisation des

salaires des fonctionnaires à 1,2% après 6 ans de congélation, promesses pour un milliard d'euro de hausses des salaires d'ici 2020 pour les profs, « mesures jeunesse » présentées par Valls à la mi-avril, accord sur les heures supp' des routiers en grève ... Les conventions collectives de certains secteurs étant d'ailleurs déjà remarquablement merdiques ou neutralisées par la sous-traitance, la négociation par entreprise fait déjà partie du mouvement qui dit s'opposer à sa prépondérance (cf. la question de l'inversion dans la hiérarchie des normes à l'article 2 du projet de loi) : grèves sur les salaires et les conditions de travail chez MacDo, Campanile Tour Eiffel, Amazon ... Cela en dit long sur les raisons qui font que les grèves, aussi dures soient-elles, restent localisées dans des secteurs précis et ont du mal à s'étendre : c'est que la pratique dans les entreprises s'est déjà éloignée depuis longtemps du Code du Travail. Soyons pour une fois des matérialistes borné(e)s : ce n'est pas la casse du Code du Travail qui détermine le déclin des « protections » dans le salariat, c'est le déclin de ces protections qui serait enfin entériné (et accéléré, certes) par la casse du Code du Travail. Il est donc, sinon normal, du moins compréhensible que beaucoup de prolétaires travaillant dans des conditions déjà proches du modèle El-Khomri – tout en étant majoritairement hostiles à la Loi-Travail et, quoi qu'on en dise, parfaitement capables de se mettre en grève- considèrent que l'enjeu de ce conflit ne soit pas aussi énorme. On a vu, au Havre et ailleurs, des manifs ouvrières telles qu'on ne le voyait plus depuis longtemps, mais qu'en est-il – pour ne faire qu'un exemple – des milliers et milliers d'ouvriers non qualifiés qui bossent en intérim (près de la moitié des effectifs intérimaires en France, qui sont 600.000 environ) dans la métallurgie, dans l'agroalimentaire, etc.?

Face à cet état de fait, le verbiage mouvementiste ou « radical » a eu du mal à « prendre », trouvant enfin dans le mouvement lui-même sa propre réfutation. Convergence des luttes ? Kaput ! Elle n'a jamais été pratiquée autrement que comme une addition/fédération de « Nom » (le « non » des étudiants, le « non » de la CGT, etc.) ou comme soutien extérieure aux luttes des autres qui, quant à eux, n'avaient jamais dit qu'ils voulaient cette convergence. Autonomie ? Avec un calendrier aussi déterminée par l'intersyndicale, ça ressemble à une mauvaise blague. Blocage de l'économie ? N'en déplaise à ceux qui pensaient pouvoir « bloquer l'économie » à partir de n'importe où, on se retient de sourire : les seuls à bloquer quoi que ce soit dans l'« économie » ont été les grévistes dans les secteurs de l'énergie, de la chimie, des transports publics – derniers bastions d'une classe ouvrière relativement stable en raison du métier, du closed shop ou du statut.

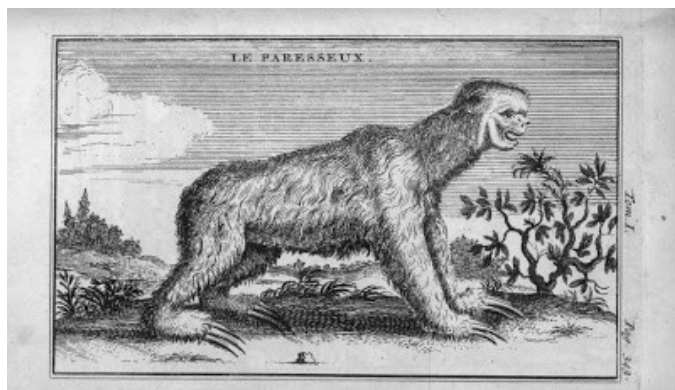
En ce qui concerne la « jeunesse », son discours sous-jacent tourne principalement autour de la dévalorisation des diplômes : « on vaut mieux que ça », « se lever pour 1200 euro par mois c'est insultant » etc. ne sont pas des généralités sur le sens de la vie ; ces slogans découlent d'une situation sociale délimitée, celle de la jeunesse scolarisée qui accède aux études universitaires. Les fils/filles des prolétaires qui vont à la fac ne sont qu'une infime minorité, et « se lever pour 1200 euro par mois c'est insultant » seulement pour ceux qui s'imaginaient en gagner 2000. Un repérage typologique et géographique des lycées mobilisés confirme en grande partie le diagnostic (pas ou peu de mobilisation dans les lycées professionnels, dans les départements les plus pauvres, etc.). Quant à « tout le monde déteste la police », oui enfin, peut-être, mais certainement pas pour les mêmes raisons. De tels slogans sont allés de paire avec une présence très déterminée dans la rue, une détermination remarquable face à la police... mais qui a dit que les classes moyennes sont incapables de ténacité et de faire recours à la violence ? En 1968 il y en avait qui construisaient des barricades par dégoût de devenir petit cadre, aujourd'hui c'est parce qu'on n'y parvient plus ...

S'il y a un aspect qu'il faudra encore interroger de ce mouvement, c'est justement cette dialectique inversée du particulier et du général. Il est du moins singulier que le début du mouvement, en avril, semblait aussi marqué par un « ras-le-bol général » (une aspiration à un « changement de système », aussi vague ou caricaturale soit-elle), tandis

que deux mois plus tard ce qui le fait vivre ce sont des conflits comme les grèves des postiers du 92, des éboueurs de Paris et de Saint-Étienne, des salariés d'Air France, etc. On dirait que l'intensification de la lutte de classe déstabilise paradoxalement le « général » au profit du « particulier ». Le revers de la médaille de cette tendance a été le caractère artificiel des assemblées interpro et d'autres comités d'action, qui aspiraient à rassembler surtout ceux qui ont du mal à intervenir dans leur lieu de travail ou n'en ont pas un (précaires, chômeurs, etc). Se rassembler, d'accord, mais pour quoi faire ? Certains ont soutenu des grévistes, d'autres ont essayé (sans grand succès) de bloquer des sites depuis l'extérieur, très peu voulaient vraiment un soutien pour changer quelque chose à leur propre situation, ou ramener les autres membres du comité ou de l'interpro sur son lieu de travail ou son Pôle Emploi. Au sommet de tout cela, Nuit Debout : un universel tellement abstrait et consensuel qu'il parvient à l'effacement de la lutte de classe quotidienne : « Nous ne revendiquons rien ». Bravo ! Et pourtant, parmi les participants majoritairement middle class de ND, il y en avait certainement quelques-uns qui en 2010 disait « Je lutte de classe » !

Parallèlement, il faut remarquer l'impossibilité de tout relais politique au niveau institutionnel, qui va de pair avec le rôle de plus en plus politique de la CGT : encore en 2010, à la fin du mouvement contre la réforme des retraites, on pouvait entendre « rendez-vous en 2012 », et Hollande fit la promesse de revenir sur cette réforme tant détestée au cours de sa campagne électorale. On sait qu'il n'en fut rien, il n'en reste pas moins que – perdant ou victorieux – personne n'osera dire « rendez-vous en 2017 » à la fin du mouvement actuel.

Entre-temps, les représentants du gouvernement nous répètent sans cesse que « La France va mieux ». Huit ans après la crise de 2008, la reprise serait enfin à l'ordre du jour : il faudrait alors remercier ces crétins comme si c'était leur mérite. Sans blague ! TI serait facile de répondre à cette propagande avec de la propagande, affirmant que ce n'est qu'illusion, que la crise n'est pas finie, qu'il existe une France « d'en haut » et une France « d'en bas », etc. Cependant, une période de récession longue comme celle dans laquelle nous nous trouvons peut effectivement connaître des reprises courtes et localisées. « La France » va peut-être moins mal, mais cela ne change pas la donne : une baisse significative du chômage nécessiterait un taux de croissance « chinois » (au moins 3%), que la Chine même a d'ailleurs de plus en plus du mal à assurer pour elle-même. Le reste, ce n'est que du vent. De plus, nombre d'indicateurs économiques suggèrent qu'une nouvelle crise, potentiellement plus dévastatrice de celle de 2008, est actuellement en gestation. Impossible d'anticiper le lieu et la date exacte de son déclenchement. Mais c'est pour bientôt. Et donc ? Malgré l'absence d'une interpénétration réelle entre les différentes composantes du mouvement, le retrait de la loi travail reste néanmoins la revendication qui lui confère sa cohérence propre, nous refusons donc (et faisons appel à refuser) toute hypothèse liquidationniste, même en cas d'amendement de l'article 2. Mais dans tous les cas, même dans le plus heureux, l'histoire ne finit pas demain, ce ne sera donc que partie remise.
(Des communistes de la région parisienne)





à suivre...

